

CHAPITRE VI

L'ACCEPTATION DE LA COURONNE

Nouvelle orientation au Mexique. — Les sources de renseignements « souterraines » de Napoléon. — Bazaine chef de l'intervention. — Projets fantastiques. — Projet de mariage pour l'archiduc Louis-Victor. — Avertissements de l'Angleterre. — Napoléon désire retirer ses troupes du Mexique le plus tôt possible. — L'archiduc renonce à quelques-unes de ses conditions. — Ténacité de l'impératrice Eugénie. — Méfiance du roi Léopold envers Napoléon. — Tiraillements entre l'empereur et l'impératrice des Français. — Ferdinand-Maximilien et son épouse à Paris. — La convention militaire et la question de l'emprunt. — Efficacité de l'influence personnelle sur Napoléon. — Jugement de Metternich sur l'entreprise « colossale ». — Scepticisme de Palmerston. — Renonciation au droit de succession en Autriche. — L'archiduc refuse. — Ferdinand-Maximilien veut renoncer à l'affaire mexicaine et quitter son pays. — Panique à la cour française. — Metternich appelé pendant la nuit. — L'empereur François-Joseph reste ferme. — Mission de Frossard et lettre de Napoléon. — L'archiduc cède. — Visite de l'empereur François-Joseph à Miramar. — Acceptation de la couronne du Mexique. — Les forces physiques et morales du nouvel empereur le trahissent soudain. — Départ pour le Mexique.

Au Mexique il y avait eu, entre temps, un changement important dans la direction, soit politique, soit militaire de l'intervention française. Napoléon avait été agacé par les différends perpétuels entre les chefs de l'entreprise et entre ceux-ci et les Mexicains qui faisaient partie de la régence. La façon de procéder du général Forey avait paru trop lente et trop hésitante à l'impératrice, qui s' impatientait. De plus, Hidalgo et Almonte avaient intrigué contre le général. Ces derniers avaient tort pourtant de s'attribuer personnellement le rappel de Forey. Sans qu'ils le sachent, un incident leur était venu en aide. Napoléon aimait, comme on le sait, à consulter, à côté des rapports officiels, ceux qui provenaient d'une source

privée et non responsable. Il le fit d'autant plus à l'occasion des événements au Mexique qu'il lui était impossible de se faire une idée exacte de ce qui se passait dans ce pays lointain. Comme beaucoup de ses prédécesseurs et successeurs, il commit la faute d'écouter de préférence les voix souterraines plutôt que celles des hommes responsables.

Un capitaine appartenant au corps français, nommé Loissillon (1), et qui était en relations avec la marraine de Napoléon, Mme Hortense Cornu, avait écrit à cette dernière une lettre qui se répandait en invectives contre Forey et les manigances cléricales et réactionnaires de Saligny. Il savait très bien prendre Napoléon, qui voulait passer pour libéral, par son côté faible. Le capitaine écrivait que les libéraux mexicains disaient que la France, qui voulait passer pour libérale, frayait en réalité par ses organes la voie à la réaction la plus noire. Il recommandait enfin, comme seul moyen d'arriver à une solution de la situation de plus en plus embrouillée au Mexique, de confier au général Bazaine la direction militaire et politique, car ce général, renommé par sa témérité et son énergie, conseilleraient le nouvel empereur dans un sens libéral. Mais surtout il fallait éloigner Saligny, ultra-réactionnaire et cléricale et que tous haïssaient.

Mme Cornu fit immédiatement remettre cette lettre à Napoléon sur lequel elle fit une profonde impression. A cela s'ajoutait que les rapports de Loissillon sur le compte de Saligny cadraient exactement avec ceux de Jurien de la Gravière. Les prophéties de Saligny ne s'étaient nullement réalisées. Voilà bientôt deux ans que durait l'intervention et les troupes françaises, de deux mille hommes au début, avaient dû après une défaite, être portées jusqu'à un effectif de presque quarante mille hommes.

Napoléon prit donc la décision de rappeler officiellement et le général Forey et le diplomate. L'empereur ne fit pas connaître la lettre de Loissillon à l'archiduc, mais il en envoya, sans en nommer l'auteur, une copie au général Bazaine, qui pouvait juger par là combien Napoléon était accessible à de telles influences non responsables.

Le rappel de Saligny fut un rude coup pour Almonte, étroi-

(1) Voir GAULOT, I, p. 180-85).

tement lié au parti du clergé. Il sentit instinctivement que cette mesure était dirigée aussi contre lui-même. Il avait, à la date du 25 août, écrit une lettre à l'archiduc (1), dans laquelle il soulignait avant tout les progrès favorables des affaires de l'empire, les adhésions qui devenaient toujours plus fréquentes et l'épuisement inutile des moyens de l'ennemi. « L'intérieur du pays, disait-il, sera pacifié sans difficultés dès que l'armée franco-mexicaine avancera, et ce sera le cas dans les premiers jours du mois prochain, d'autant plus sûrement que Bazaine a maintenant le haut commandement, Forey ayant été rappelé en France. Mais Almonte se plaignait par contre amèrement du rappel de Saligny, qui avait produit dans tout le pays une impression regrettable. Si l'empereur, continuait-il, persévère dans cette voie, la régence n'aura plus qu'à quitter le pays, car il ne reste plus alors aucun moyen de le sauver. Le rappel de Saligny est une calamité publique et je conjure Votre Altesse Impériale d'appuyer ma requête, adressée aussi directement à Napoléon (2), de laisser le diplomate à son poste pour que, avec son aide, on puisse achever l'œuvre commencée. »

Almonte adressait donc également à Napoléon une lettre urgente et suppliait l'empereur de laisser au Mexique le diplomate qui seul connaissait le pays, lui inspirait de la confiance et était bien avec Bazaine. Car son départ aurait des suites si sérieuses, qu'il pourrait mettre en question la réalisation du projet qui avançait jusqu'à présent d'une façon si heureuse.

Ferdinand-Maximilien était déjà au courant du changement d'opinion à la cour de Paris, vis-à-vis de Saligny. Il n'intervint donc pas, malgré les prières d'Almonte, en faveur du diplomate. Avant tout, il ne voulait pas se brouiller avec Napoléon. Très excité, Almonte écrivit, quelque temps après, à l'archiduc (3), que le diplomate avait inspiré de la confiance au clergé. Son rappel serait immédiatement suivi du refus de ce dernier d'aider dans les mesures voulues. En réalité, le

(1) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Mexico, 25 août 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Almonte à Napoléon III. Copie de la main d'Almonte, jointe à la lettre à l'archiduc, même date. Vienne, Archives de l'État.

(3) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 27 octobre 1863. Vienne, Archives de l'État.

rappel de Saligny fut la première démarche française dirigée directement contre la prépondérance du clergé. D'autres devaient suivre.

Pour Almonte et Hidalgo le rappel de Saligny était une perte réelle de prestige. Car jusqu'à présent, l'empereur avait toujours favorisé dans une très grande mesure leurs plans et leurs propositions, qui lui étaient communiqués par l'impératrice Eugénie. Le marquis de Montholon, né à Sainte-Hélène et fils du général bien connu qui avait suivi Napoléon I^{er} en exil, fut appelé à remplacer Saligny.

Le général Forey, qui ne savait rien de toutes ces intrigues, ne pouvait pas s'expliquer son rappel. Si Napoléon, après l'avoir nommé maréchal de France, ajoutait que, pour une telle dignité, les troupes stationnées au Mexique étaient trop peu nombreuses et que, partant, il fallait le rappeler, Forey ne s'y trompait pas et savait bien que c'étaient des faux-fuyants. Lui, le vainqueur de Puebla, le conquérant de Mexico, lui qui, pensait-il, avait préparé de son mieux, malgré de grandes difficultés dans cette ville, l'Empire tant désiré par Napoléon, lui, qui en outre, n'était ni réactionnaire ni clérical, était tout à fait dérouté. Il recula jusqu'au 1^{er} octobre la remise du commandement, croyant toujours qu'un changement surviendrait.

Bazaine maintenant était placé à la tête du corps expéditionnaire, il était le quatrième commandant depuis le commencement de l'intervention. Napoléon attendait de lui et une direction plus libérale de la politique et une pacification militaire plus énergique du pays. Une première lettre confidentielle de Napoléon (1), adressée à Bazaine, montrait clairement ses intentions. L'empereur y exprimait ses craintes sur l'attitude trop réactionnaire du triumvirat et donna à Bazaine l'ordre de ne plus revenir sur la vente des biens de l'Église déjà effectuée. Ceci était la seconde démarche importante qui détournait complètement le clergé de l'intervention et en fit même un adversaire acharné. Lorsque, plus tard, Maximilien s'engagera dans la même voie, le clergé se conduira de même à l'égard du nouveau monarque.

En même temps, Bazaine reçut aussi une instruction très

(1) Napoléon III à Bazaine, Vichy, 30 juillet 1863. Lettre complètement reproduite par GAULOT, I, p. 144.

significative du ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys (1). Comme le Corps législatif n'avait pas vu de bon œil l'expédition du Mexique et qu'il voulait, comme en général l'opinion publique en France, la voir terminée au plus vite, le ministre exprima au général le désir du gouvernement de restreindre autant que possible l'étendue et la durée de l'occupation du Mexique par des troupes françaises. La situation vis-à-vis de laquelle Bazaine se trouva était assez claire. Les États du Nord de l'Amérique, encore toujours en guerre avec les États du Sud, ne laissaient aucun doute sur leur antipathie vis-à-vis des événements au Mexique. Mais ils n'étaient pourtant pas à la fin de leurs difficultés et ne pouvaient risquer une guerre avec la France qui aurait, le cas échéant, soutenu le Sud insurgé contre le Nord. Voilà pourquoi Seward écrivit en automne 1863 aux ambassadeurs de l'Union à Vienne, à Paris et à Londres que le gouvernement américain observerait, en attendant, dans la lutte de la France au Mexique, une stricte neutralité (2).

De ce côté, il n'y avait donc pour le moment rien à craindre et on avait uniquement à compter avec les forces armées de Juarez qu'il avait, entre temps, rassemblées de côté et d'autre.

Les plébiscites pour la monarchie, que Forey avait recueillis et qu'il avait remis à la députation des Mexicains, envoyée à Miramar, avaient été déclarés là-bas, pour beaucoup trop peu nombreux. Ils provenaient trop souvent d'endroits, dont sir Charles Wyke avait dit ironiquement qu'ils n'étaient habités que par deux Indiens et un singe (3). Il fallait donc entreprendre une nouvelle campagne, pour avoir en main encore d'autres parties du pays et pour pouvoir collectionner de nouvelles voix pour la monarchie. Bazaine était plein d'espérances et promit à Napoléon une réussite prompte et heureuse de la campagne qu'il allait entreprendre.

Entre temps, il y avait eu des différends très graves, résultant de l'attitude recommandée à Paris vis-à-vis du clergé et de ses exigences. Le clergé avait uniquement pris fait et cause pour l'intervention parce qu'il espérait du nouveau régime,

(1) L'instruction est du 17 août 1863 et reproduite en entier par SCHMIDT DE TAVERA, I, p. 186.

(2) BANCROFT, *Mexique*, IX, p. 99.

(3) Sir Charles Wyke à Herzfeld, 19 octobre 1863.

avec un prince d'une maison strictement catholique, une annulation immédiate des décrets de Juarez dirigés contre l'Église, surtout de ceux qui décrétaient la confiscation et la vente des riches possessions de l'Église. Lorsqu'il se vit déçu dans ses espérances par Bazaine, le clergé fit de l'opposition là où il le pouvait. Ceci fut encore aggravé par l'attitude de l'archevêque de Mexico, Labastida, débarqué à Vera-Cruz, le 17 septembre. On avait insisté à Paris et à Miramar sur son départ pour le Mexique, car on comptait précisément sur son influence pour faire avancer les projets monarchistes.

Labastida prit sa place dans la régence et on vit tout de suite qu'il avait évidemment reçu de Rome l'ordre de garder la même attitude intransigeante que le reste du clergé. Il insista aussi dans la question des biens de l'Église sur une restitution intégrale et sur une annulation de tous les décrets publiés par Juarez. Labastida avait déjà exigé cela dans les divers entretiens qu'il avait eus avec l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Mais ils s'étaient séparés sans que cette question importante ait reçu une solution, car l'archiduc voyait là un danger pour sa candidature.

Almonte, quoique bien disposé vis-à-vis du clergé, devait tout son pouvoir à Napoléon et à l'armée française et partant était forcé de tenir compte du point de vue du commandant français. De là, une opposition immédiate dans la régence même, dont l'activité fut par là presque immobilisée. A la fin, il ne restait à Bazaine aucun autre moyen que de conseiller aux deux autres membres de la régence, Almonte et Salas, d'en exclure Labastida, ce qui fut fait malgré les protestations de ce dernier.

Lorsque Bazaine eut quitté, le 18 novembre, la capitale pour se rendre auprès de l'armée, l'archevêque alla même jusqu'à excommunier les troupes françaises et leur fermer les églises pour le culte du dimanche. Mais le commandant de la place, le général Neigre, resté à Mexico, fit dire à l'archevêque que si la cathédrale n'était pas ouverte pour tout le monde dimanche prochain, il ferait faire une brèche dans la porte de l'église par son artillerie (1). Cette menace produisit son effet. L'arche-

(1) Colonel Charles BLANCHOT, *l'Intervention française au Mexique*, Paris, 1911, p. 113.

vêque dut céder, mais cet incident mettait en lumière les relations entre l'armée d'intervention et le clergé, relations qui devaient dans l'avenir empirer encore et aller jusqu'à la haine sans qu'on le montrât ouvertement. Une chose était sûre, on ne pouvait plus compter sur l'influence du clergé comme soutien actif de l'intervention et plus tard de l'empire, malgré les espoirs fondés sur lui en Europe.

Almonte, qui pouvait juger clairement des suites énormes de ces événements par sa connaissance de la situation au Mexique, en parlait, dans ses lettres à l'archiduc, destinées à le tromper, comme d'une chose tout à fait secondaire. Il parla d'une petite crise, d'une tempête dans un verre d'eau, qui n'avait produit dans le pays aucune espèce d'agitation (1). Le manque de conscience de ce Mexicain avait quelque chose de satanique.

L'archiduc avait, malgré tout cela, déjà écrit à Almonte, le 10 octobre, tout de suite après la réception de la députation, sur un ton qui laissait clairement entrevoir qu'il s'était décidé en dépit des restrictions. Cette lettre (2) se croisa avec une d'Almonte (3), disant que la population à l'intérieur du pays n'attendait que l'approche des troupes d'intervention pour se prononcer pour la monarchie. Jusqu'à présent, on n'avait pas pu faire avancer Forey, mais maintenant les choses iraient autrement, le sud du pays est déjà en insurrection complète contre Juarez, et lui, Almonte, a pleine confiance dans le succès. Il faisait même déjà suivre sa famille à Mexico. « Votre Majesté, écrivait Almonte, qui usait sans cesse de ce titre dans ses lettres, pourra venir en toute sûreté. Il n'y a aucun échec à craindre, même une nouvelle orientation de la politique de Napoléon ne pourrait rien y changer. » Et il ajoutait qu'il n'y a pas l'ombre de doute dans le succès final.

De plus en plus, les Mexicains intéressés commencèrent à pousser l'archiduc. Gutierrez écrivit aussi fin septembre à

(1) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Mexico, 17 novembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Dans SCHMIDT DE TAVERA, I, 183, conforme au brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(3) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Mexico, 12 septembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

Miramar (1) que l'esprit du temps exigeait qu'on « se montre » qu'on fasse « *da se* ».

En même temps, surgit l'idée que la France et l'Espagne devaient protester en commun contre la doctrine de Monroe. Le ministre des Affaires étrangères en France déclara une telle démarche comme infantine et simplement stupide. Ce serait, disait-il, une provocation inutile et une insulte pour les États-Unis. D'ailleurs, on ne proteste pas contre une doctrine purement théorique. La France avait assez montré, par sa façon de procéder contre Juarez, comme elle tenait compte de cette doctrine (2).

Gutierrez croyait avoir déjà assez fasciné l'archiduc pour pouvoir lui conseiller de renoncer complètement aux conditions stipulées sur la garantie de l'Angleterre et de la France pour ne pas s'exposer à un refus et à ses suites fâcheuses. La meilleure garantie serait la reconnaissance aussi solennelle que possible par les grandes puissances européennes. Avec des phrases semblables, Gutierrez essayait avec succès d'endormir les doutes de l'archiduc. Drouyn de Lhuys embouchait la même trompette, quand il caractérisait une récente démarche pour obtenir la garantie des puissances de « coup en l'air ». Il fit aussi dire à l'archiduc que la France ne pouvait se lier et laisser ses troupes au Mexique pour un temps fixe, car la Chambre s'y opposerait comme un seul homme et le gouvernement ne pouvait pourtant pas se mettre en opposition complète contre la France tout entière (3). Le ministre était intéressé à ce que l'archiduc aille au Mexique aussitôt que possible. Car alors, pensait Drouyn de Lhuys, la France serait déchargée et on pourrait peut-être bientôt se passer de ses troupes au Mexique. C'est pour cela qu'il laissa Gutierrez se servir du poids de son nom comme ministre des Affaires étrangères, pour convaincre encore davantage l'archiduc.

L'impératrice Eugénie avait fait à cette époque un voyage en Espagne, pour tâcher de convaincre cet État de prendre

(1) Gutierrez à De Pont. Paris, 23 avril 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez au baron De Pont sur son entretien avec Drouyn de Lhuys, 28 octobre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(3) Gutierrez au baron De Pont sur son entretien avec Drouyn de Lhuys, 30 septembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

une attitude plus favorable vis-à-vis de la cause mexicaine. Elle ne put naturellement non plus obtenir une garantie et dut même écouter les plaintes discrètes et amicales de la reine, qui trouvait extraordinaire qu'on n'avait pas songé à une princesse espagnole, par exemple sa propre fille, pour le trône du Mexique, qui aurait alors pu épouser un prince étranger. L'impératrice lui répondit que du sort du Mexique dépendait celui de Cuba. Si on réussissait à établir la monarchie au Mexique, cet exemple serait bientôt suivi dans l'Amérique du Sud. Avec cela, un vaste champ s'ouvrirait aux aspirations nobles et légitimes de l'Espagne et, entre temps, la fille de la reine d'Espagne aurait grandi (1).

L'impératrice obtint du moins que l'Espagne n'adoptât point une attitude d'animosité active et jouât dans la suite uniquement le rôle d'un spectateur. Mais en vérité, soit la reine, soit le gouvernement restaient opposés à toute la chose et Arrangoiz, qui avait été envoyé en novembre à Madrid, put seulement rapporter que la reine était toujours opposée au projet et n'avait pas encore perdu l'espoir qu'à la fin l'archiduc refuserait et que la voie serait libre pour un Bourbon. Mais si cela ne devait pas arriver, l'Espagne ne reconnaîtrait Maximilien que lorsqu'il serait à Mexico, c'est-à-dire quand on ne pourrait plus faire autrement. Voilà sous son vrai jour la garantie tant désirée de l'Espagne.

Le second État dont la garantie était une condition, l'Angleterre, ne cessait de prévenir l'archiduc par sir Charles Wyke. Le diplomate anglais avait de nouveau écrit à Herzfeld (2) que tout le peuple mexicain, outre le parti du clergé, était opposé à l'intervention française et qu'il recevait sans cesse des lettres du Mexique, disant que l'archiduc ne devait pas se compromettre dans cette affaire. Gutierrez, qui avait été tout de suite instruit, de Miramar, sur cette façon de procéder, de la part de Wyke, ne pouvait suffire à combattre dans ses lettres « ces données fausses » et « ces jugements aveuglés par la passion ». Mais on aurait dû songer, à Miramar, que sir Charles Wyke venait d'arriver du Mexique, tandis que

(1) Gutierrez à De Pont sur un propos de table avec l'impératrice Eugénie, 5 novembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Charles Wyke à Herzfeld, 19 octobre 1863. Vienne, Archives de l'État.

Gutierrez, qui parlait et écrivait tant sur la situation dans son pays, en était resté éloigné depuis 1840, donc depuis vingt-trois ans. Hidalgo, qui en était éloigné depuis 1848, partant depuis quinze ans, parlait de même et il écrivit à De Pont que dans toute la France et dans tout le Mexique il n'y avait qu'un désir, c'était de voir l'archiduc sur le trône du Mexique. Son arrivée ferait plus que l'envoi de cinquante mille hommes. En un mot, les Mexicains intéressés redoublaient leurs efforts, pour ne pas courir le danger de voir leur victime leur échapper au dernier moment.

Gutierrez alla encore plus loin. Le 22 octobre, la députation mexicaine avait, à son retour de Miramar, été reçue par Napoléon et avait ensuite été invitée, le 3 novembre, à dîner à Saint-Cloud. Gutierrez, en sa qualité de président, était assis à la gauche de l'impératrice, qui lui raconta son voyage en Espagne. Chacune de ses paroles laissait reconnaître son vif intérêt pour les choses du Mexique. Mais, lorsque la conversation entra plus profondément dans la question, les vues modernes de l'impératrice Eugénie et les vues ultra-réactionnaires du vieux Mexicain se heurtèrent.

L'impératrice Eugénie disait, entre autres, que le rapprochement des partis du Mexique était une condition *sine qua non* pour la prospérité future du pays. Gutierrez, conservateur enragé, ne voulut pas en convenir. « Comment voulez-vous qu'une entente fraternelle soit possible si les partis refusent avec dédain les avances qui leur sont faites? »

Lorsque l'impératrice démontra que le système politique actuel en France rendait possible un rapprochement même entre les partis les plus opposés, Gutierrez répondit que la France avait déjà surpassé la crise, tandis que le Mexique s'y trouvait encore et qu'elle était bien plus terrible, parce qu'elle était en même temps politique et sociale. L'avenir seul apportera une solution et ceci d'une manière conforme au caractère mexicain. Par là, il faisait allusion naturellement au retour intégral à l'influence absolue du clergé et en général à tous les principes du parti ultra-conservateur.

« On ne doit donc pas vivre entouré de vieux tableaux, c'est-à-dire dans un monde qui n'existe plus, » s'écria vivement l'impératrice. Gutierrez aurait voulu répliquer sur le même ton, qu'au Mexique il n'y avait point de vieux tableaux, que

les mœurs, les institutions et la société, tout enfin n'y était pas ancien. Que le Mexique n'avait pas eu de moyen âge, que tout y avait été nouveau jusqu'au moment où la situation était devenue telle que l'Europe s'est vue obligée de faire pour le Mexique « au nom de l'humanité » ce qu'elle n'avait pas encore fait pour aucun peuple. Telles étaient les pensées du Mexicain. Mais, par crainte d'encourir encore davantage la défaveur du couple impérial ou, comme il le disait lui-même, « par respect », il répondit seulement : « Nous aurions eu besoin d'une dictature à l'exemple de la France et des autres pays européens. »

Cette remarque, qui visait le coup d'État de Louis Bonaparte, ne fit qu'exciter davantage l'impératrice. « Oui, répliqua-t-elle, mais une dictature qui apporte la liberté et un homme capable de laisser exister l'une à côté de l'autre. » — « En ce qui concerne la liberté, répondit Gutierrez, nous n'en avons eu que trop sans avoir pu trouver malheureusement un dictateur ayant les qualités désirées. »

La conversation se porta alors sur le général Santa-Anna. Eugénie s'enquit auprès de Gutierrez sur le compte de cet homme et, ayant reçu les meilleurs renseignements, elle lança un regard d'intelligence à Hidalgo qui lui avait toujours dit que Santa-Anna était un trompeur qui ne travaillait que pour son propre compte et que Gutierrez était sa victime. Les deux Mexicains commencèrent alors à se prendre par les cheveux devant l'impératrice. Gutierrez défendit Santa-Anna et Hidalgo prit fait et cause pour une entente avec le ministre de Juarez, Doblado, dont l'attitude semblait en ce moment bienveillante (1). L'impératrice les écoutait en souriant.

Après le dîner, l'empereur s'adressa à Gutierrez et lui demanda si l'archiduc était décidé d'aller au Mexique. Gutierrez répondit, d'après son propre rapport (2), d'une manière aussi « catégorique et décisive que possible », que les malles étaient déjà faites et que l'archiduc n'attendait pour partir que la manifestation de la volonté du peuple et ne demandait que des « sûretés », non des garanties, un mot qui sonne mal.

Par ce sophisme, Gutierrez, sans le consentement de l'ar-

(1) Gutierrez à De Pont, 8 novembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez à De Pont, 5 novembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

chiduc, faisait part à Napoléon, que l'archiduc renonçait à une des conditions *sine quâ non* du début.

L'archiduc Ferdinand-Maximilien avait été, entre temps, à Ischl pour discuter encore une fois avec ses parents et son oncle, le vieil archiduc Louis (1), toute la question mexicaine. Ils furent absolument opposés à l'aventure étant, selon l'opinion de Ferdinand-Maximilien, mal renseignés et n'ayant, d'après ses propres paroles, fait entendre uniquement que des opinions préconçues (2).

L'archiduc se donna une peine énorme pour dissiper les craintes en disant que son calme et sa logique, observés dès le début, ainsi que sa dignité seraient toujours sauvegardés. Il fit la même expérience à Salzbourg, auprès de l'impératrice Caroline (3), mais auprès d'elle il réussit bien plus vite à faire taire ses craintes. L'archiduc Maximilien s'était de plus en plus engagé dans ses rêves fantastiques. Ses projets étaient bien plus vastes qu'on ne le pensait. Il avait conçu l'idée que son frère cadet, l'archiduc Louis-Victor, assez superficiel et difficile à diriger, devait épouser une des filles de l'empereur dom Pedro du Brésil qui n'avait pas de descendance mâle. Une nouvelle branche de la maison des Habsbourg aurait ainsi été fondée dans l'Amérique du Sud. L'archiduc Ferdinand-Maximilien tenait extraordinairement à ce projet, il espérait par là trouver dans l'Amérique du Sud un appui puissant pour son empire du Mexique. Il songeait même à absorber avec le temps les petites et faibles républiques situées entre le Mexique et le Brésil et à créer ainsi deux empires puissants appartenant aux Habsbourg et qui s'étendraient sur l'Amérique centrale tout entière et sur une grande partie de l'Amérique du Sud !

Avant d'aller à Salzbourg, l'archiduc avait demandé à Rechberg s'il devait traiter le projet brésilien dans la conversation avec son frère, puisqu'il le rencontrerait. Ferdinand-Maximilien reçut télégraphiquement une réponse affirmative

(1) Archiduc Louis, fils de l'empereur Léopold II ; avec Metternich, un des plus intransigeants partisans de la politique conservatrice, surtout sous l'empereur Ferdinand.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur François-Joseph. Miramar, 27 octobre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(3) L'impératrice Caroline-Augusta, quatrième épouse de l'empereur François I^{er} d'Autriche, vivait comme veuve à Salzbourg.

et se rendit auprès de son frère pour tâter le terrain.

« Mon entretien avec Louis, écrivit l'archiduc à son frère, l'empereur, à Vienne (1), m'a bien démontré qu'il est moins que jamais porté vers cette idée. Mais, comme il me semble, plutôt pour des raisons frivoles. Il ne peut se faire une idée très nette de son existence au delà de l'océan, il craint d'avoir le mal du pays, etc. Mais j'ai pourtant obtenu qu'il se résignerait « en martyr » à un ordre formel de votre part. Vu le naturel de Louis, un tel ordre semblerait bien à sa place. Car il ne faut pas s'attendre qu'il s'arrache de sa propre volonté à la ville de Vienne qui lui est si dangereuse. Il faudrait la puissante impulsion d'une autorité, comme seule la possède Votre Majesté, pour lui faire prendre une résolution, dont il sent instinctivement les avantages, mais où il se sent aussi trop faible pour se déterminer lui-même. Je connais l'empereur du Brésil et je crois que, par son énergie, il serait capable de donner à Louis une direction ferme, active et féconde. Et je suis sûr qu'il s'efforcera de le faire s'il s'agit de son propre beau-fils.

« Votre Majesté fera, dans sa sagesse, ce qu'Elle reconnaîtra être le mieux pour Louis et le plus avantageux pour la famille. »

Comme pour s'excuser d'avoir conseillé à l'empereur et au ministre de la maison impériale un tel ordre, il écrivit encore le même jour à Rechberg (2) : « Un tel ordre formel, comme il a déjà plusieurs fois été donné, en des circonstances similaires (par exemple aux archiduchesses Léopoldine (3) et Marie-Louise (4), me paraît justement très nécessaire dans le cas présent vis-à-vis d'un tel personnage. Tous ceux qui connaissent de plus près mon frère doivent souhaiter qu'il soit soustrait à la vie inutile qu'il a menée jusque-là et à l'atmosphère de Vienne, qui ne lui vaut rien, et qu'on fasse de lui un homme. Je suis sûr que sous la direction énergique, sage, quoique froide et égoïste de l'empereur du Brésil, son caractère se transformera à son avantage et ses capacités incon-

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur François-Joseph. Miramar, 27 octobre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Rechberg, 27 octobre 1863, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(3) Fille de l'empereur François I^{er}, qui épousa, en 1817, dom Pedro I^{er} d'Alcantara, empereur du Brésil.

(4) Épouse de Napoléon I^{er}.

testables et son esprit vif pourront être mis en œuvre. »

Mais l'empereur François-Joseph ne voulut pas faire une telle chose. Avec raison, il fit valoir qu'il n'avait pas le droit de donner un tel ordre à son frère et qu'il ne le donnerait pas. De lui-même Louis-Victor ne put se résoudre à accepter cette combinaison et partant tout le projet tomba à l'eau (1).

Mais l'archiduc n'avait pas renoncé à son idée d'étendre les frontières du Mexique vers le sud, idée qu'il avait déjà conçue avant d'avoir vu son nouvel empire. Nous reviendrons sur ce sujet.

Peu de temps après ces événements, l'archiduc écrivit à l'empereur Napoléon une lettre (2), dans laquelle il le remerciait d'abord pour ses paroles bienveillantes concernant le Mexique, que Sa Majesté avait prononcées à l'ouverture de la session de l'Assemblée législative. Il saluait l'idée, exprimée à cette occasion et dont il était profondément convaincu, de l'entente de tous les partis et de la nécessité d'un gouvernement impartial. En outre, Ferdinand-Maximilien remercia l'empereur pour son intention de vouloir lui céder pour un certain temps sa légion étrangère.

Les lettres d'Almonte, adressées à l'archiduc, étaient des mensonges prémédités. Il rapportait (3) que la correspondance des chefs dévoués à Juarez, interceptée de temps en temps, prouvait que toute résistance était devenue impossible en face de l'antipathie de la population pour la cause du président. « Ils quitteront le pays, disait Almonte, et emporteront autant de butin que possible... Quand cette lettre sera entre les mains de Votre Majesté, la soumission et l'adhésion de tout le pays sera un fait accompli. » Le général pria encore une fois l'archiduc de vouloir bien rapprocher son arrivée qui serait de plus d'importance pour la pacification du pays qu'une armée de cent mille hommes. « Toutes les résistances tomberont,

(1) Les deux filles de l'empereur Pedro II d'Alcantara du Brésil épousèrent, en 1864, l'aînée, Isabelle, le comte d'Eu le 15 octobre, et Léopoldine, la cadette, le prince Auguste de Saxe-Cobourg-Gotha-Kohary, le 15 décembre.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Napoléon III, 7 novembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(3) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 8 octobre 1863. Vienne, Archives de l'État.

continuait-il, et il n'y aura qu'un problème administratif à résoudre, la question de l'organisation d'une gendarmerie, en un mot la création d'une garantie pour la sécurité publique. Mais en aucun cas il n'y aura lieu de livrer un combat politique quelconque. »

C'est sur ce même ton d'insistance qu'Hidalgo écrivait de Paris (1) et Gutierrez de Rome (2) et ce dernier en son style emphasé et onctueux :

« Toutes les classes de la société, disait Gutierrez, sans distinction d'âge ni de sexe, tous les Mexicains, qu'ils soient sur un continent ou sur l'autre, après avoir invoqué Dieu, invoquent uniquement le souverain qu'il leur a donné. » L'archiduc devait dire qu'il partirait dès qu'il apprendrait la nouvelle de la prise d'une ville importante et tout serait sauvé. Le pays s'était donné corps et âme à son prince. « Qui pourrait oser faire à Votre Altesse Impériale, continue le flatteur, le reproche d'être ambitieux ou téméraire, Vous, un prince déjà si éprouvé, et qui est tant admiré en Europe pour sa sagesse jeune mais profonde, pour son courage altier et pour la pureté de son cœur? »

Les Mexicains de Paris étaient devenus très pressants parce qu'ils voyaient que leur cause devenait de plus en plus impopulaire dans la capitale et qu'ils craignaient que l'opinion publique n'obligeât enfin Napoléon à renoncer à l'entreprise. On était devenu inquiet même au Sénat et on avait demandé au représentant du gouvernement si l'archiduc partirait bientôt pour le Mexique et si on lui donnerait des garanties. On avait répondu que le départ aurait lieu dans quinze jours et qu'on ne donnerait aucune garantie !

En effet, Napoléon aurait préféré être libéré des soucis de l'entreprise mexicaine et Maximilien devait en tenir compte. C'est pour cela que l'empereur des Français désirait lui aussi le départ prochain, bien qu'il ait dit à Metternich (3) qu'il ne pouvait en vouloir à l'archiduc s'il ne voulait partir que lorsque les choses seraient un peu plus avancées. Lui, à sa

(1) Hidalgo à De Pont, 2 mars 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 15 novembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(3) Metternich à Rechberg. Paris, 14 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.